

RAPPORT N°2023/1-12
Au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 23 février 2023

OBJET : MOBILISATION DE SUBVENTION DE LA BANQUE DES TERRITOIRES POUR L'ETUDE DE CREATION D'UNE FONCIERE INTERCOMMUNALE ET D'UN OUTIL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Ce projet s'inscrit dans l'engagement 5 : impulser un nouvel élan économique intercommunal de l'axe 6 : Affirmer le leadership économique et dans l'orientation 2 : favoriser le développement équilibré du territoire intercommunal.

Conserver et développer le leadership en matière économique est l'ambition clairement affichée de l'intercommunalité du nord.

Pour y parvenir et amplifier sur son territoire, la CINOR doit mettre en œuvre des actions transversales afin de créer une synergie entre les opérateurs économiques de droit privé et les opérateurs économiques de droit public. Cette stratégie active doit être moteur de la création en matière d'emploi.

En ce sens, **la CINOR envisage la mise en place d'une foncière intercommunale dédiée aux zones économiques et à la revitalisation des centres-villes.** Cette future structure aura la capacité de mutualiser des moyens financiers (intercommunalité, fonds régionaux, fonds européens, fonds privés...) et aura pour objectif premier l'accompagnement des entreprises et commerces. Essentiellement, basée sur l'acquisition et la réhabilitation d'immobilier pour ensuite y installer des entreprises (ex : loyers attractifs), des commerces et même du logement (temporairement), cet outil devra être incontournable et un véritable atout pour le territoire Nord.

Aussi, la CINOR a consulté, des prestataires de type AMO, par la voie d'un marché à procédure adaptée. Cette étude portera sur une durée de 8 mois avec un montant estimé de 80 000€.

Par ailleurs, l'orientation 2 du projet de mandature a réaffirmé la nécessité de favoriser un développement équilibré du territoire intercommunal, afin de répondre aux besoins et attentes des habitants de la CINOR, d'améliorer leur qualité de vie tout en exploitant au mieux les ressources et potentialités du territoire intercommunal. L'équilibre du territoire passera par des décisions fortes en termes d'aménagement et de développement, fondées sur des valeurs d'égalité, de solidarité, de partage des espaces et de respect de l'environnement.

Pour répondre à ces **enjeux prioritaires de développement et à l'aménagement de son territoire**, la CINOR souhaite se doter d'un outil opérationnel d'intervention, de type société publique locale, qui lui garantira une mise en œuvre optimale de sa compétence en matière d'aménagement, conformément aux dispositions de l'article L.1531-1 du CGCT.

Aussi, la CINOR a consulté, des prestataires de type Bureau d'études, par la voie d'un marché à procédure adaptée. Cette étude portera sur une durée de 4 mois avec un montant estimé de 40 000€.

Pour la mise en œuvre de ces futurs outils, un accompagnement financier de l'Intercommunalité est à rechercher.

Pour affirmer cette ambition de développement et d'aménagement du territoire intercommunal, la Caisse des Dépôts a souhaité apporter son soutien financier par le cofinancement de **l'AMO relative à création d'une foncière intercommunale sur le territoire de la CINOR et de l'AMO pour l'accompagnement de la CINOR dans le cadre d'une création d'une société publique locale de développement et d'aménagement**

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Ce groupe remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales. En son sein, partenaire privilégié des collectivités territoriales, la direction de la Banque des Territoires accompagne la réalisation de leurs projets de développement. A ce titre, elle souhaite renforcer son appui aux acteurs du territoire, pour mieux répondre à leurs besoins.

Par l'intermédiaire de la Banque des Territoires, la Caisse des Dépôts intervient dans les domaines d'utilité collective insuffisamment pris en compte par le secteur privé afin de générer des effets d'entraînement et de favoriser la constitution de partenariats publics-privés.

Par voie de convention, **la CDC apporterait 50 000€ de façon forfaitaire pour les études citées.**

Le Plan de financement prévisionnel serait comme suit :

		Part CDC	Part CINOR
	Dépense totale prévisionnelle Montant estimé		
AMO Création d'une foncière intercommunale	80 000€	50 000€	70 000€
AMO pour l'accompagnement de la CINOR dans le cadre d'une création d'une société publique locale de développement et d'aménagement	40 000€		
TOTAL	120 000€	50 000€	70 000€

Il est proposé au Bureau :

- D'approuver le plan de financement,
- D'autoriser le Président à signer la convention jointe en annexe du présent rapport et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20230223-BC2023-1-12-DE
Date de télétransmission : 03/03/2023
Date de réception préfecture : 03/03/2023

**DECISION N°2023/1-12
du Bureau de la Communauté
en séance du 23 février 2023**

**OBJET : MOBILISATION DE SUBVENTION DE LA BANQUE DES TERRITOIRES POUR L'ETUDE DE CREATION D'UNE
FONCIERE INTERCOMMUNALE ET D'UN OUTIL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2023/1-12 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement prévisionnel de l'AMO relative à création d'une foncière intercommunale et de l'AMO pour l'accompagnement de la CINOR dans le cadre d'une création d'une société publique locale de développement et d'aménagement,

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer la convention de subvention de la Caisse des Dépôts jointe en annexe du présent rapport et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 15
Suffrages exprimés : 15
Vote pour : 15
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

03 MARS 2023

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20230223-BC2023-1-12-DE
Date de télétransmission : 03/03/2023
Date de réception préfecture : 03/03/2023